

VIVRE ET MANGER EN GUERRE AU MOZAMBIQUE

Christian GEFFRAY

J'ai pu enquêter de août à novembre 1988 au nord du Mozambique, dans le district du Erati, actuellement déchiré par la guerre. J'avais auparavant effectué une enquête en temps de paix dans cette région pendant neuf mois, répartis sur un an et demi entre 1983 et 1985. Mon dernier séjour de 1988 portait sur les conditions et les motifs de l'entrée en guerre des populations locales contre l'État du Frelimo au pouvoir depuis l'indépendance (1975), et sur l'ampleur et la nature du conditionnement des populations locales par la guerre.

Généralités sur l'alimentation locale

La farine de manioc bouillie (*karakata*) constitue la base du régime alimentaire de la région. Certaines familles possèdent encore quelques épis de sorgho à l'entour des termitières, ou de maïs sur la rive des ruisseaux, au bord du fleuve ou des mares, mais ces céréales ne permettent guère d'alimenter ceux qui les cultivent au-delà de deux ou trois mois. La plupart les utilise pour la confection de bières (sorgho) ou grille l'épi de maïs pour le consommer en friandise.

La farine bouillie est fade, elle est toujours — autant que possible — accompagnée de ce que les convives appellent « *caril* », ce terme désignant tous les ingrédients cuisinés qui relèvent et agrémentent la *karakata*. Ce sont les fruits et légumes : melons, courges, feuilles de manioc, bananes plantain, patates douces, mangues vertes, fèves et différents types de petits haricots, amandes de cajou fraîches... C'est aussi la viande des animaux domestiques (aujourd'hui presque introuvables), chèvres, porcs, poulets et canards, quelque rare gibier, gazelles,

Les spectres de Malthus

sangliers, singes, et surtout rats et poissons séchés. Outre la farine additionnée de *caril*, on affectionne les fruits frais, papayes, mangues, bananes et poires de cajou, et quelques friandises, graines de sésame, de tournesol, de cajou ou de maïs grillé. Il importe de signaler enfin les produits de cueillette individuelle, consommés en période de disette et auxquels un grand nombre de personnes ont actuellement recours : diverses racines, champignons, escargots, sauterelles et autres insectes.

Les aliments entrant dans la composition du *caril* sont saisonniers. Leur absence affecte le moral des familles mais pas leur survie qui dépend fondamentalement du manioc. Les tubercules sont récoltés en une fois, aux mois de septembre-octobre, épluchés et disposés au soleil sur des séchoirs, avant d'être stockés en grenier ou dans le faux-toit de la maison, d'où ils sont redistribués quotidiennement dans le groupe domestique, par les femmes, jusqu'à la prochaine récolte. Les populations ne connaissent pas le rouissage : le séchage au soleil constitue leur unique technique de prévention contre l'intoxication au cyanure consécutive à la consommation de variétés amères, aujourd'hui les plus répandues en raison de leur haute productivité.

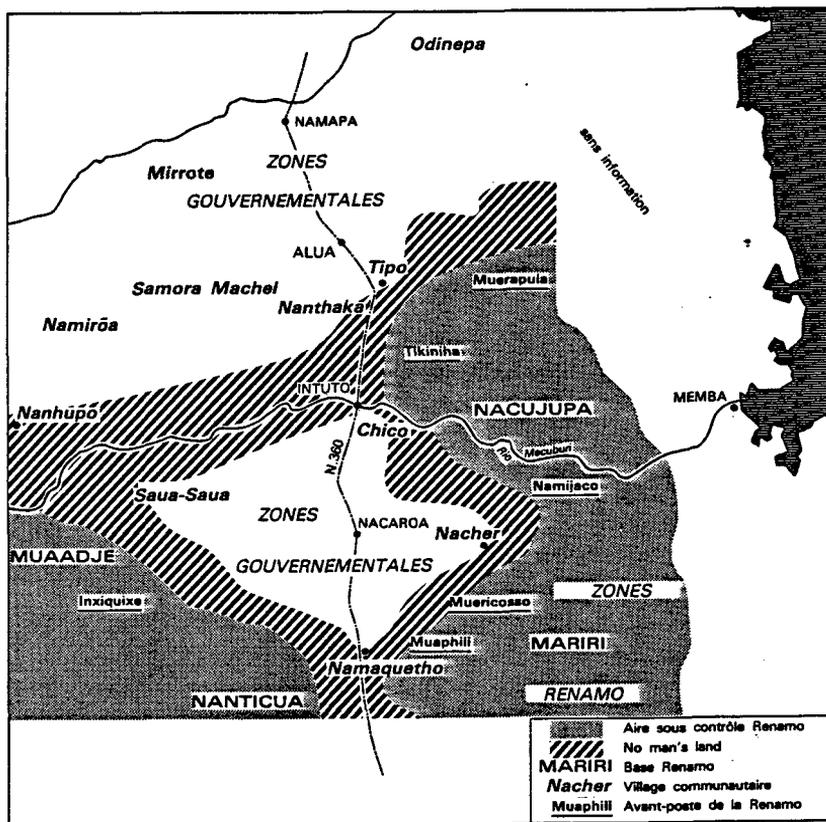
Les prémisses de la guerre

La Renamo (Résistance Nationale Mozambicaine) qui fomenta la guerre dans les campagnes du Mozambique depuis 13 ans était à l'origine, en 1977, une création des services secrets rhodésiens, et ses opérations avaient le caractère d'une pure agression étrangère. Mais vers 1980, alors que la disparition du groupe armée était annoncée par tous les observateurs (du fait de l'accès du Zimbabwe à l'indépendance), beaucoup se sont étonnés de la volonté et de la capacité de la Renamo à poursuivre la guerre. Celle-ci n'était plus seulement un groupe mercenaire, elle avait déjà enraciné son intervention dans le tissu social du pays et Ken Flower, chef des services rhodésiens, « s'inquiétait d'avoir peut-être engendré un monstre », qui échappait à présent à son contrôle.

Sans sous-estimer l'importance du soutien Sud-Africain à partir de cette date, on admet volontiers à présent que les choix effectués par le Frelimo — (Front de Libération du Mozambique) au pouvoir au lendemain de l'indépendance — pour bâtir son État à la campagne, ont favorisé l'extension de la guerre et son enracinement dans le pays.

La stratégie du Frelimo de développement des « villages communautaires », visant à rassembler les populations rurales dispersées au sein d'agglomérations artificielles, tout en les plaçant sous la coupe de nouveaux notables investis par le Parti, en rupture ouverte avec les autorités de chefferies ou de lignages reconnues localement, engendra

Vivre et manger en guerre au Mozambique



en effet des conflits profonds entre le nouvel État et ses administrés¹. Sous couvert de « développement », ces villages furent essentiellement la matrice de la construction du nouvel appareil d'État à la campagne : chaque village communautaire = un secrétaire de village, de cellule du Parti, de l'organisation de jeunesse, un président de coopérative de consommation, une milice et son commandement, etc.

Dans un premier temps cependant, dès lors que chaque famille avait bâti sa maison, dûment recensée au village, la pression des autorités était demeurée raisonnable. L'administrateur pouvait faire état de l'existence des villages, il était ainsi en règle avec les autorités provinciales et nationales, mais personne n'avait osé détruire les anciennes habitations demeurées sur le territoire d'origine. Dès que l'administration eût tourné le dos, les gens purent retourner vivre chez eux, près de leurs champs, de leurs arbres fruitiers et des cimetières de leurs ancêtres, là où ils étaient maîtres de la terre et ne dépendaient de personne pour subsister. Leur base productive était demeurée à peu près inaltérée. Des centaines de maisons vides s'alignaient ainsi le long des rues désertes dans les « quartiers » numérotés de l'agglomération communautaire officielle.

Le processus n'en fut pas moins conflictuel, des centaines de milliers de journées de travail ont été mobilisées en vain à la construction de ces paillotes (trente jours de travail chacune) ; la majorité de la population n'occupait guère les maisons villageoises, mais elle se trouvait soumise à l'autorité politique et administrative de ceux qui étaient parvenus à faire établir le village sur leur territoire. Ces derniers contrôlaient en outre la coopérative de consommation, seul accès possible aux biens manufacturés après la disparition des réseaux de commercialisation ruraux (ex-marchands portugais et indo-pakistanaï). Les maîtres du village s'appuyèrent enfin, parfois, sur leurs prérogatives nouvelles pour assujettir leurs voisins. Des inégalités sociales se sont ainsi creusées dans les campagnes, consécutives à l'application des mesures de l'État socialiste — et à l'insu de ses dirigeants.

Les autorités de chefferies et de lignages locaux, marginalisées, humiliées — parfois emprisonnées et battues — et les habitants tenus à

1. Les populations, passée l'euphorie de la victoire anti-coloniale, furent choquées d'entendre les nouveaux dirigeants leur dénier ainsi toute existence historique et sociale — comme s'ils avaient attendu le Frelimo pour s'organiser socialement... Ils les virent moquer, fustiger et condamner leurs pratiques sociales ordinaires, dites « obscurantistes », « superstitieuses » ou « féodales », au point d'éprouver le sentiment paradoxal d'entrer dans la clandestinité dans leur propre pays, face à ceux-là même qui venaient de conquérir son indépendance en leur nom.

l'écart des biens du marché, administrativement et politiquement soumis aux nouvelles autorités investies par le Parti, constituaient déjà une population importante, gravement mécontente de la politique suivie par le Frelimo.

Il convient d'évoquer également la situation de la jeunesse.

L'aveuglement moderniste du pouvoir n'a pas séduit les jeunes ruraux, même s'ils supportaient mal les contraintes de la vie domestique à la campagne. Comme toujours, ceux-ci ne songèrent guère à transformer les conditions de la vie rurale, et se ruèrent plutôt vers les villes et les usines dès les premiers temps de l'indépendance... Puis les usines débauchèrent ou fermèrent et, sans travail, certains commencèrent à refluer chez eux tandis que d'autres venaient à leur tour tenter leur chance. Tous sont devenus légalement *interdits de séjour* en ville en 1983, date de l'« opération production » en vertu de laquelle les dits « improductifs » urbains furent débusqués, arrêtés et chassés — renvoyés dans leur campagne d'origine ou bien déportés dans quelque lointain district. Ils ont souvent gardé de cette période le souvenir d'une humiliation policière cuisante. Vifs, ambitieux, ballottés entre ville et campagne également hostiles et fermés à leurs espoirs, beaucoup de ces jeunes gens furent disponibles pour l'aventure. Certains ont pu voir dans la guerre elle-même une issue fascinante à leur oisiveté mortifère au village, un projet de vie plus exaltant et facile.

L'approche de la Renamo et l'entrée en guerre

A l'approche de la Renamo, la pression de l'État en milieu rural se fit encore plus forte. Les chefs locaux furent regardés comme suspects, et incorporés de force dans le dispositif de « vigilance » sous la menace d'être arrêtés si la présence de « bandits armés » était avérée sur leur territoire. Surtout, les Forces armées, secondées par la milice, procédèrent à la villagisation forcée de la totalité de la population du district, et donc à la destruction systématique de l'habitat demeuré dispersé à l'entour des villages (paillotes incendiées). Viols, vols, divers rackets et rapines accompagnèrent ce processus, effectué en mars 1985 dans le Erati, à l'issue duquel le peuplement les villages tripla ou quadrupla. Des dizaines de milliers de personnes furent ainsi sinistrées, déportées parfois à plus de dix kilomètres de leur habitat d'origine, contraintes d'abandonner souvent leurs arbres fruitiers, une partie de leurs greniers (le transport des volumineuses réserves de manioc séché requiert de nombreux et pénibles voyages) et de leurs anciens champs, inaccessibles au labour quotidien. Ils durent emprunter ici et là, alentour du village, des parcelles éloignées les unes des autres, délivrées par les maîtres des lieux qui cédèrent souvent des terres fatiguées, en fin de cycle et impropres à la culture, ou au contraire des brousses boisées et

denses, afin de mettre à profit l'énorme travail de défrichement des nouveaux arrivants, quitte à récupérer la parcelle cultivable l'année suivante... Certains virent même les possesseurs de la terre venir faire la récolte à leur place — les voleurs n'avaient rien à craindre du commandement de la milice ni des juges du tribunal populaire locaux, qui étaient aussi leurs oncles, cousins ou beaux-parents et leur donnaient parfois ouvertement raison...

Cette fois-ci la base productive des habitants fut affectée, beaucoup connurent la disette dans les mois qui suivirent (réserves réduites), et savaient que leur prochaine récolte serait insuffisante, la productivité de leur travail ayant sensiblement baissé (éloignement des anciennes parcelles, faible rendement et grande dispersion des nouvelles terres empruntées).

La Renamo identifia (empiriquement ?) les termes de la crise politique rurale et orienta son action en conséquence. *Elle exécuta sélectivement les nouveaux notables locaux, les secrétaires de villages, du Parti, les miliciens et leur famille... Elle reconnut l'autorité des anciens chefs déchus et les réinvestit de responsabilités nouvelles à ses côtés dans la guerre. Elle détruisit les maisons villageoises (en prenant garde de respecter les autels dédiés aux ancêtres, les chapelles et les mosquées) et invita les habitants à retourner vivre sur leurs anciens territoires. Elle tenta enfin d'incorporer les jeunes gens passant à sa portée au sein de sa hiérarchie militaire...*

La crise rurale n'était cependant pas la même partout : l'enquête montre que la Renamo n'est parvenue à mettre en forme violente l'opposition à l'« État villageois » du Frelimo, que là où les habitants *marginalisés naguère dans la situation coloniale*, le sont demeurés au sein du Mozambique indépendant. Dans ce cas, ce sont des chefferies, *des sociétés entières* qui sont entrées en dissidence, se sont mises hors de portée de l'État du Frelimo, à l'abri des armes de la Renamo, et sont entrées en guerre à ses côtés. Des hommes ont fourbi leurs machettes, leurs sagaies, leurs arcs, flèches et vieux fusils, dans l'enthousiasme témoignant de leur reprise d'initiative, la fin de leur avilissement, l'abolition du caractère clandestin de leur pratique sociale ordinaire face à l'État du Frelimo.

Ce processus de polarisation des populations locales dans la guerre s'est effectuée pendant la première année de l'intervention de la Renamo dans le district, en 1986 : les gens de la « Macuane », marginaux de l'État colonial puis du nouvel État indépendant, sont pratiquement tous entrés en dissidence, tandis que les Erati (qui ont donné leur nom au district) les Chaka et Mmeto de la région, bien insérés dans la situation coloniale, pourvoyeurs de cadres de l'administration locale et associés à la ville par des réseaux sociaux étroits, sont tous demeurés légitimistes de l'État du Frelimo — *en bloc*. Entre les deux populations opposées par

la guerre s'est constitué à cette époque, de façon parfois extrêmement violente, un *no man's land* qui départage encore aujourd'hui, physiquement, les aires placées sous l'autorité armée respective du Frelimo et de la Renamo (cf. carte ci-jointe).

Dans les deux cas, le mode d'habitat et donc l'organisation de la vie domestique des populations, constituent un enjeu politique et stratégique majeur pour les deux armées qui se disputent leur contrôle.

L'alimentation dans les zones rebelles

On ne parle pas beaucoup *makhuwa* dans la base militaire, et nul civil de la région n'est autorisé à y pénétrer. La majorité des guérilleros (souvent de très jeunes gens) ont été enlevés et entraînés dans leur région d'origine, avant d'être affectés au combat à des centaines de kilomètres de chez eux. La base est une entité étrangère autour de laquelle se réorganisent les habitants du pays *makhuwa* local.

Les officiers et les soldats de la Renamo se gardent bien d'intervenir dans la résolution des problèmes sociaux locaux (divorces, vols, différends territoriaux, sorcellerie, etc.) qui surgissent au sein des chefferies ralliées, dans un monde qu'ils ignorent. Mais, les populations dissidentes dépendent de la Renamo qui maintient l'armée du Frelimo à distance, et la guérilla est en mesure de soumettre ceux qui l'ont rejointe aux exigences stratégiques de sa propre reproduction. Les chefs locaux sont ses interlocuteurs politiques parmi les populations dissidentes, ils sont appelés *mambo* — terme désignant, probablement sur tout le territoire mozambicain, les chefs entrés en dissidence et exerçant leur autorité sous le patronage armé de la Renamo. La première tâche de ces *mambo* fut d'organiser le déplacement des membres de leur chefferie pour répondre aux impératifs stratégiques du peuplement des aires sous contrôle de l'armée rebelle.

Les populations dissidentes qui vivaient aux confins de l'aire contrôlée aujourd'hui par la Renamo ont été les plus exposées aux interventions des Forces armées. Les chefs ont conduit la migration en masse de leurs gens pour les mettre en sécurité à l'intérieur de la zone rebelle, et ils ont aménagé leur établissement autour de la base locale de Mariri, conformément aux instructions des officiers séditieux. La sécurité de la base impose en effet — aux yeux des stratèges de la Renamo — le peuplement de la couronne de terres vierges qui l'environne. Les familles ainsi déplacées, et compromises par la simple proximité de leur habitat avec la base, constituent une armée de milliers de sentinelles promptes à rendre compte immédiatement de tout mouvement suspect dans un rayon d'une dizaine de kilomètres autour de la base. Ces personnes font également office, le cas échéant, de travailleurs ou même de combattants occasionnels, disponibles en cas d'urgence. En outre,

tous les chefs-*mambo* disposent d'une maison près de la base, où ils vivent en compagnie d'une partie de leurs gens, même si leur territoire d'origine n'était pas situé aux confins de l'aire dissidente. A l'issue de ces déplacements massifs, la base est devenue le cœur d'un réseau de communication et de subordination politiques de tous les chefs rebelles placés sous l'autorité des officiers de la Renamo.

Les habitants situés dans les zones intermédiaires entre le *no man's land* et la base n'eurent pas à se déplacer au moment de la polarisation du peuplement, et virent probablement leur situation matérielle et sociale s'améliorer : la possibilité leur fut offerte d'abandonner le village détruit, et de retourner vivre sur les terres dont ils contrôlent eux-mêmes, socialement, l'accès, à l'ombre des arbres fruitiers qu'ils pouvaient à nouveau entretenir, près de leurs cimetières. Cependant, éloignés de la base, ils étaient plus vulnérables aux actions de ratissage effectuées par les Forces armées, au cours desquelles celles-ci « récupèrent » leur populations perdues, brûlent les maisons et les greniers (à moins qu'ils n'en emportent le contenu s'ils sont venus en camion).

Ceux qui ont migré jusqu'aux alentours de la base sont moins souvent menacés (sauf lorsque les Forces armées mènent un assaut d'envergure, ce qui est relativement rare), en revanche l'impossibilité de transporter la totalité des réserves des populations migrantes pendant leurs déplacements massifs fut probablement à l'origine de l'insuffisance de leur alimentation pendant la période critique de l'ouverture de nouvelles parcelles sur les terres vierges alentour de la base. Une grave disette a ainsi sévi dans cette région en 1986-87, période où les vols de nourriture se sont multipliés au point que la Renamo est intervenue (c'est le seul exemple qui m'ait été rapporté relatant une intervention directe de sa part dans la résolution des problèmes sociaux) : tout individu convaincu d'avoir volé du manioc dans un grenier devait être conduit à la base où il était passé par les armes.

Les soldats de la base ont moins de problèmes, ils disposent même souvent de *caril* pour agrémenter leur farine bouillie : ils échangent le butin des rapines effectuées en zones gouvernementales contre les denrées qui garnissent leur repas. Les tissus et les vêtements volés sont les biens les plus recherchés, ils sont troqués contre les patates douces, les poulets, le poisson séché, les rats, etc. On obtient dix rats en échange d'un pagne... En novembre, les soldats visitent fébrilement les populations environnantes pour se procurer la bière et l'alcool de poire de cajou... Les officiers disposent des réserves de butins les plus abondantes, ils jouissent ainsi du régime alimentaire le plus varié, copieux et agréable.

Mais s'il appartient à chaque soldat de se débrouiller pour se procurer ces denrées relativement superflues, il en va tout autrement du manioc, qui constitue la nourriture de base vitale. Trois cents soldats

(effectif moyen de la base de Mariri) mangent deux fois par jour, à raison de 300 grammes de farine de manioc par repas (pour une portion individuelle minimum de *karakata*), consommation donc quotidienne de 180 kg de farine. Leur alimentation continue exige la disposition annuelle d'environ 66 tonnes de manioc *séché* (soit un poids beaucoup plus important de tubercules frais). Encore conviendrait-il d'ajouter à cette estimation *a minima* la consommation des « compagnes de guerre » captives et de leurs enfants, des gamins domestiques...

L'alimentation des deux cent cinquante recrues locales est laissée à leur initiative, dit-on, et souvent réduite aux sauterelles ². En revanche, l'acquisition des réserves indispensables à la subsistance des combattants ne peut être laissée au hasard : elle est la tâche principale des *mambo*. Ces derniers sont en effet tenus de collecter, auprès de toutes les familles de leur chefferie, la nourriture qu'ils achemineront jusqu'à la base pour alimenter les soldats (manioc séché et quelques fruits et légumes de saison). Le recouvrement de cet *impôt* stratégique en nature constitue pour chaque *mambo* et pour ceux qui leur sont assujettis, la contrepartie majeure à la prestation militaire de la Renamo, qui tient l'État et l'armée du Frelimo à distance de leur vie sociale. Elle représente une activité planifiée dans le temps, chaque *mambo* se voit assigner un jour déterminé de la semaine pour venir verser le fruit de ses prélèvements dans les grands greniers situés aux postes de contrôles qui entourent la base³.

Outre l'alimentation des soldats, les *mambo* et leurs populations sont tenus de pourvoir à la sustentation des personnes raptées lors des attaques de la Renamo en zones gouvernementales, et ramenées par dizaines à la base avant d'être redistribuées parmi les populations (sauf les recrues, les jolies femmes et quelques adolescents utilisés dans la base comme domestiques). Il est vrai que si ces personnes captives sont alimentées dans un premier temps sur le fruit du travail de leurs « hôtes », la condition réservée à la majorité d'entre eux est servile et leur maître ne tarde pas à tirer parti du travail de cette nouvelle bouche à nourrir.

2. On leur rase une croix dans les cheveux pour identification, en cas de fuite.

3. En 1987, un *mambo* n'était pas parvenu à rassembler le *quota* de nourriture requis pour approvisionner la base. Il s'exposait à être fort mal reçu, peut-être battu, au contrôle de l'armée séditionnaire. Sa chefferie étant située non loin du *no man's land*, il résolut d'outrepasser les instructions du commandement de la Renamo et d'aller attaquer les hameaux dispersés de l'autre côté du *no man's land*, en zone gouvernementale. Il sortit clandestinement une nuit, en compagnie de quelques hommes de sa chefferie, après leur avoir fait promettre de garder le secret. La bande, armée de sagaies et de machettes, alla dévaliser les greniers des populations de Jakoko et le produit de ce pillage alla emplir les greniers de la base, au titre de l'impôt. On dit que si la Renamo avait connu la véritable provenance du manioc, le *mambo* eût été sévèrement rappelé à l'ordre.

Notons enfin qu'il n'y a plus, à dater de l'entrée en guerre des populations dissidentes, aucun accès possible pour elles au marché. Les biens manufacturés ne peuvent provenir que du pillage, et sont réservés aux soldats. Il n'y a plus de vêtements, et même les vieux sacs sont usés et en loques, les enfants sont nus, les adultes battent des écorces ou tressent des feuilles de bananier. Tous mes interlocuteurs ayant vécu en zone rebelle insistent sur la fadeur de la nourriture, consommée sans sel depuis quatre ans. Certains brûlent une plante dont la cendre relève la saveur de la farine. Les *m'jiba*⁴ des aires proches du *no man's land* n'hésitent pas à monter des expéditions armées clandestines pour aller piller en zone gouvernementale et s'y procurer du sel. On a tué onze personnes pour un kilo de sel, dit-on, lors de l'attaque d'un magasin dans le district de Memba. Les officiers de la Renamo eux-mêmes ont organisé des expéditions sur le littoral (Simuco, Memba) dans le seul but d'en ramener du sel pour leur propre consommation et pour celle des chefs particulièrement engagés dans la guerre (qui tiennent les avant-postes).

Le manque de sel est évoqué par toutes les personnes ayant vécu sous les contrôles de la Renamo, comme une des manifestations de la condition misérable des populations. Elles évoquent aussi les disettes, les soudures souvent difficiles dans la région de Memba et du sud du fleuve (Mecuburi), particulièrement sèche et sablonneuse, et l'impossibilité de suppléer aux handicaps climatiques comme naguère, par le recours au marché et aux mécanismes coutumiers et administratifs de péréquation avec les régions moins affectées (situées en zones gouvernementales). Beaucoup se nourrissent alors d'escargots, d'insectes, de baies et de racines sauvages.

L'alimentation en zone gouvernementale

La conséquence immédiate des premières attaques de la Renamo effectuées en 1985 fut que, à l'échelle de l'ensemble du district, tous les greniers ont été déménagés des maisons. En quelques semaines, toutes les réserves de nourriture (manioc séché, sorgho, haricots) ont été sorties en catastrophe des villages, pour les soustraire aux déprédations de la guérilla. Des greniers ont alors été bâtis un peu partout sur les territoires lignagers d'origine : en principe, conformément à leurs consignes, les guérilleros ne détruisaient pas la nourriture en dehors des villages, même s'ils prélevaient au passage quelques provisions de route.

4. Jeunes hommes pourvus d'armes blanches ou d'armes à feu artisanales, recrutés par chaque *mambo* et mis à la disposition de la Renamo, à sa demande.

Une autre conséquence, indirecte, des premières attaques de la Renamo, fut la décongestion des grands villages où les populations avaient été rassemblées de force quelques mois auparavant. L'administration se rendit compte à temps que ces agglomérations surpeuplées étaient des foyers de tensions sociales et politiques très vives et que, en supposant même qu'elles fussent épargnées par la Renamo, leur maintien aurait inéluctablement conduit un grand nombre de personnes à la famine. Les populations déplacées furent autorisées à retourner non loin de leurs terres d'origine, à condition de s'y rassembler en un nouveau village plus petit (un « quartier communautaire »).

Ainsi, les gens disposaient toujours d'une maison dans une agglomération communautaire, témoignant de leur allégeance politique au Frelimo, mais ils pouvaient sans trop de peine aller cultiver leurs champs sur leurs anciens territoires, sur lesquels ils retrouvaient leurs réserves de nourriture. Ils n'ont pas tardé à construire un petit abri près de ces greniers, où ils mangeaient à la mi-journée lorsqu'ils travaillaient sur les champs alentour, d'où ils surveillaient leurs réserves (préservées de la Renamo, mais pas des voleurs du voisinage), et où ils se cachaient pour passer la nuit lorsque la progression d'une colonne de soldats rebelles était signalée dans la région. Quelles que fussent la nature, la fonction et l'ampleur de ces installations clandestines hors-village, elles ont été désignées toutes par un mot unique qui a fait son apparition à cette époque dans le vocabulaire usuel local : *shoshorona*⁵. Les autorités ont plus ou moins fermé les yeux sur l'apparition des *shoshorona* hors des villages, mais elles n'en ont pas moins contraint les habitants à reconstruire leur maison détruite par la Renamo *in situ*, au village. A l'issue des premières attaques, les maisons ont été rebâties en pisé, telles qu'elles étaient avant l'assaut⁶.

Quelques villages n'ont jamais été détruits, mais beaucoup d'autres ont subi deux à trois agressions, certains ont été assaillis jusqu'à sept fois... Les villageois qui ont vu détruire maintes fois leurs biens ont évidemment adopté un mode de vie et un comportement différents de celui des habitants des villages épargnés. Plusieurs zones distinctes sont ainsi apparues au sein de l'aire demeurée sous contrôle gouvernemental,

5. Le terme évoque le bruissement des feuilles mortes provoqué par le déplacement furtif d'une personne la nuit, et souligne le caractère clandestin de ces aménagements.

6. Rappelons que la quête, la coupe et le transport du bois de construction, l'édification de la charpente, la coupe et la pose du chaume de toiture, la confection des murs et cloisons et la pose de l'enduit requièrent au total un mois de travail pour une personne, et qu'une attaque peut aisément se solder par la destruction de plus de cent maisons.

dès la première année de guerre, en raison du degré de vulnérabilité de leurs villages aux assauts de la Renamo. Les régions voisines du *no man's land* (les plus proches de l'aire dissidente) et les régions sillonnées par les sentiers communément empruntés par la guérilla furent d'emblée les plus exposées et les plus affectées par la guerre. Les nouvelles maisons étaient à peine reconstruites après une première attaque, que les villages de ces régions furent à nouveau incendiés, dans la semaine suivant la fin des travaux... Les paillotes furent rebâties une troisième fois, puis une quatrième... A cette phase de la vie des villages, les hommes de la Renamo avaient déjà pris toute la volaille, les porcs ou les chèvres. De moins en moins de maisons étaient reconstruites, les habitants avaient emmenés avec eux dans leurs *shoshorona* leurs ustensiles de cuisine, le pilon, les récipients de terre cuite, le petit mobilier, les nattes. Les villageois venaient de temps à autre faire acte de présence parmi les quelques paillotes reconstruites, à l'occasion de la visite d'une « structure », ou simplement pour y être vu par le secrétaire, afin de ne pas alimenter le soupçon d'une quelconque collusion avec l'ennemi.

Un an après l'arrivée de la Renamo dans la région, après deux ou trois assauts, les greniers n'étaient donc plus dans les villages ; on n'y dormait plus non plus, on n'y mangeait plus, on n'y travaillait plus... Dès lors, que venait-on faire au village ? Les villages communautaires n'avaient eu d'autre fonction que le contrôle social ordonné des populations rurales, mais leur promotion avait toujours été effectuée au nom d'une modification heureuse de la vie matérielle et sociale du peuple et, plus tard, de sa sauvegarde physique. Après un ou deux ans de guerre, l'illusion d'une quelconque fonction économique, sociale ou militaire du village était balayée alors que s'imposait, nue, leur fonction véritable, permanente et dernière, qui est *politique*.

Dès cette époque en effet (1987), les autorités ne pouvaient plus imposer aux populations tant de fois sinistrées la dépense de milliers de journée de travail pour reconstruire indéfiniment les paillotes détruites par l'ennemi. Mais elles ne pouvaient renoncer non plus à cet instrument de contrôle et de mesure administrative de l'allégeance et de la soumission politique des populations à l'autorité du Parti, que constitue l'institution villageoise. Au lieu de bâtir les grandes maisons de pisé, les habitants ont donc été conduits à reconstruire en quelques jours une sorte de *faux* village. A l'endroit précis de chaque ruine, là où les techniciens ruraux avaient quelques années auparavant tiré leur cordeau et indiqué l'emplacement de chaque maison, chaque famille a confectionné en trois ou quatre jours une *cabane*.

Aujourd'hui encore, chaque famille a sa cabane à l'endroit de son ancienne maison villageoise, toutes sont alignées conformément aux normes nationales intangibles, et dessinent par conséquent les mêmes

rues, les mêmes quartiers que les maisons du premier village... Mais les cabanes ne sont que des répliques fantomatiques des anciennes maisons : faites d'herbe sèche, elles sont trop petites pour qu'un adulte puisse y tenir debout, vides sans cloison à l'intérieur, dépourvues de palissade à l'extérieur, sans cour, sans grenier ; nul récipient de terre n'a été oublié sous la minuscule véranda, aucun lit, aucune natte ne traîne à l'ombre... personne ne vient manger ni dormir dans ces villages de poupée, personne ne passe, nulle âme qui vive en ces endroits⁷.

Après deux ans de guerre, l'immense majorité des habitants du district est donc retournée vivre en habitat dispersé, dans les *shoshorona* établies sur leurs anciens territoires. Mais le terme *shoshorona*, qui évoque une cache clandestine, précaire et vulnérable, peut prêter à malentendu. Dans certaines régions en effet, les habitants sont parvenus à échapper conjointement aux foudres de la Renamo (ils vivent hors du village, comme s'ils récusait l'autorité du Parti) et à celles du Frelimo (ils ont une « maison » au village, comme s'ils reconnaissaient l'autorité du Parti), et ils peuvent alors retrouver la jouissance d'une libre occupation de leur espace. Autour du faux-village de Mithaka par exemple, les habitants ont bâti chez eux, au cœur de leur territoire, près d'un point d'eau et au beau milieu de leurs champs, une grande maison pourvue de toutes les dépendances (greniers, poulaillers, auvents de réception) élégamment disposées autour d'une cour spacieuse, comme *avant le temps des villages*. En contraste frappant avec l'habitat villageois, ces *shoshorona* offrent de l'espace ; les enfants s'ébattent dans un endroit vaste et propre, balayé quotidiennement, où quelques grands manguiers et anacardiens offrent çà et là l'intimité d'une ombre apaisante et confortable, si rare dans les villages. Les champs ne sont plus à une heure de marche de la maison : on cultive à présent au seuil de chez soi des parcelles de manioc nettes et soignées, on a le temps de s'occuper du sorgho planté alentour des termitières, au sommet desquelles on a pris la peine d'édifier une niche de guêt pour abriter les enfants chargés d'effrayer les singes qui convoitent les récoltes...

7. Cette comédie permet de résoudre, à l'avantage mutuel des populations et des autorités locales, plusieurs problèmes à la fois. En édifiant en quelques jours leur village fantôme, les populations font montre de leur allégeance et de leur désir de demeurer sous la protection du Frelimo et de se soumettre à ses exigences. Les gens perpétuent à moindres frais la fonction politique essentielle de l'institution villageoise, tandis que les autorités locales, qui n'ont pas les moyens d'imposer la réédification d'un véritable village, sauvent ainsi la face. En vertu de ce simulacre, celles-ci peuvent se retourner vers leurs supérieurs de l'administration ou du Parti et affirmer que leurs ordres ont été accomplis — le village détruit a été reconstruit. Et ces dernières sont à leur tour soulagées de pouvoir transmettre la bonne nouvelle sans que personne ne songe, à aucun échelon de la hiérarchie, à éventer une supercherie où tous trouvent leur compte.

Dans ces régions, où les habitants sont parvenus à mettre à profit pour eux-mêmes la rivalité qui oppose les deux armées qui se disputent leur contrôle, les *shoshorona* ont rempli peu à peu une autre fonction que celle de cachette de sauvegarde. A mesure que les gens ont pu affermir leur conviction que le Frelimo tolérerait leur nouvel habitat, et que la Renamo l'épargnait, les *shoshorona* sont devenues en définitive la matrice d'un retour à l'habitat ancien, tel qu'il existait avant les villages communautaires.

Mais cette issue heureuse de la guerre supposait que les habitants puissent donner le change simultanément aux deux armées, et qu'elles entretiennent vis-à-vis d'elle, au minimum, l'image d'une complète neutralité — que les uns n'interprètent pas la *shoshorona* comme le signe d'une trahison, et que les autres ne considèrent pas l'existence d'un village, fut-ce une contrefaçon, comme le signe d'une adhésion au régime. Cet équilibre était parfois impossible à préserver. Il suffisait de peu de chose pour que la Renamo, en particulier, voit dans les occupants d'une aire déterminée un groupe hostile — particulièrement dans les régions proches du *no man's land*, où la permanence des habitants en zone gouvernementale, si près de la zone dissidente, est aisément interprétable comme la conséquence d'un choix politique.

Les populations suspectes aux yeux de la Renamo n'ont jamais pu faire de leurs *shoshorona* le vecteur d'un retour à l'habitat pré-villageois, leur situation est au contraire particulièrement dramatique. Ces gens, dont les villages sont ruinés depuis longtemps, sont éloignés des positions militaires des Forces armées, ils ne peuvent compter sur leur protection et moins encore sur celle des miliciens⁸. Certains se sont retirés dans les montagnes, d'où ils ont le temps de voir venir l'ennemi et de se cacher. D'autres sont traqués par les hommes de la Renamo jusque dans les caches qu'ils ont aménagées sur leurs territoires. Les habitants de ces régions martyres répartissent leurs récoltes entre deux ou trois greniers soigneusement camouflés, afin que la perte de l'un d'entre eux n'entraîne pas celle de toutes les réserves. Tous doivent disposer de plusieurs *shoshorona* en plus de celle qu'ils ont bâtie sur leurs terres et qui tient lieu d'habitation principale.

Le terme *shoshorona* ne désigne plus ici un édifice — si fragile soit-il, mais une simple cache aménagée dans un fourré, derrière un rocher, au creux d'un repli du sol. Pendant les périodes où la population est en état d'alerte permanente, chaque homme doit en effet prévoir de dormir chaque nuit dans une cache différente, en sorte que les voisins

8. Systématiquement torturés et mutilés à mort s'ils sont pris, les miliciens fuient à la première alerte.

eux-mêmes ignorent où son épouse, ses enfants et lui-même se sont réfugiés. La pression est telle que chacun doit se défier de tous : la délation spontanée n'est pas à craindre, mais personne ne peut être sûr du comportement d'un ami si les soldats de la Renamo viennent à le torturer pour savoir où sont les habitants de la région.

La vie domestique est ici totalement éclatée, le travail est affecté par les conditions d'insécurité dans lesquelles il s'effectue, et son produit est à la merci d'une attaque surprise ou du passage malencontreux d'une colonne de guérilleros. Une menace continuelle pèse en outre sur l'intégrité physique et la vie de ces populations. Elles sont plus vulnérables qu'aucune autre aux effets d'une mauvaise récolte ou d'un durcissement conjoncturel de la guerre : elles sont alors contraintes d'abandonner leurs terres et, totalement démunies, gravement éprouvées par la disparition, la mutilation ou le deuil de proches, elles viennent périodiquement grossir le flot de réfugiés qui emplit les bourgs, et les faubourgs des villes de la province.

Les réfugiés

Une partie des réfugiés proviennent donc des régions martyres de la zone gouvernementale, dont les habitants n'ont eu d'autre choix, devant la profonde désorganisation de leur vie productive, la destruction de leur récolte et les menaces pesant sur leur vie et celles de leurs proches, que de se rendre dans les bourgs où ils pensent pouvoir compter sur la protection des Forces armées, où ils espèrent que l'État leur allouera une terre et, en attendant, qu'il leur sera remis de quoi manger. A ces gens s'ajoutent tous ceux que les soldats gouvernementaux ont surpris et capturés à l'occasion d'une opération de ratissage effectuée en zone dissidente. Plusieurs dizaines de personnes sont ainsi ramenées à la caserne à l'issue de telles opérations, qui touchent souvent les habitants qui n'ont pas eu la présence d'esprit ou la capacité de fuir à l'approche des soldats : des vieillards, des malades, des enfants, des femmes et leurs enfants en bas âge.

L'incursion répétée des Forces armées dans certaines régions de la zone dissidente doit avoir des effets comparables à ceux que subissent les zones gouvernementales très affectées. Les soldats gouvernementaux pillent ou détruisent les réserves, détruisent les maisons et tous les aménagements domestiques qu'ils rencontrent sur leur passage, en sorte que ceux qu'ils n'ont pas capturés doivent converger souvent vers la base, où ils pensent pouvoir assurer leur protection et leur subsistance. Par ailleurs, chaque armée dispute à l'autre la disposition de son « peuple », et on a vu que la Renamo ramenait également captives des dizaines de personnes rencontrées sur leur chemin en zone

gouvernementale — indépendamment de l'âge et du sexe. Mais ces gens deviennent des recrues ou sont affectées à des familles qui les mettent au travail et les asservissent ; ils ne sont pas à la charge de la Renamo — à la différence des personnes capturées par la troupe gouvernementale.

Le flot des réfugiés convergeant vers les bourgs et villes de la province s'amplifie en raison directe de la violence et de la périodicité rapprochée de ces incursions. Elle prend des proportions alarmantes quand les Forces armées décident de lancer une offensive d'envergure contre une base ennemie, rassemblant les effectifs de plusieurs compagnies de la province intervenant après des tirs d'artillerie et bombardements effectués par les MIGS : les soldats ramènent alors des centaines de personnes capturées sur le chemin et alentour de la base. Le flot dépasse le seuil critique lorsque le Frelimo décide de lancer une opération décisive contre les positions ennemies, telle que la Renamo ne puisse réinvestir sa base deux ou trois semaines après les bombardements et l'assaut, (comme ce fut toujours le cas à Mariri). Alors les Forces armées entreprennent de vider littéralement les campagnes rebelles de leurs habitants, interdisant toute possibilité de retour à la Renamo, qui ne peut subsister indépendamment de la population qui l'entourne. Dans ce cas, ce sont des dizaines de milliers de personnes — des centaines à l'échelle de la province — qui vont se réfugier au Malawi (par exemple, suite à l'opération effectuée en Zambézia en 1987) ou qui viennent s'agglutiner dans les faubourgs des grandes villes où ils se placent sous la dépendance des secours nationaux et internationaux (Cabinet dit « *das calamidades* », Croix-Rouge, Caritas, ONG diverses, etc.).

Entre février et avril 1989, 3 000 personnes au moins sont mortes de faim dans le petit district côtier de Momba, voisin du Erati, quelques mois après mon départ. Je ne dispose pas d'information détaillée sur cette catastrophe, qui a fait l'objet de quelques entrefilets dans la presse internationale (certains parlent de 8 000 morts) — mais les résultats obtenus dans la région voisine me permettent néanmoins de proposer des hypothèses sur son origine.

Le district du Erati, où j'ai surtout travaillé, est réputé riche de potentialités agricoles, jouissant d'un climat et de sols favorables aux cultures, tandis que le district voisin de Momba où a sévi la récente famine est très sablonneux et faiblement arrosé — parfois pas du tout. Une première alerte très grave eu lieu en 1982 à Momba, à la suite d'une récolte particulièrement mauvaise : les greniers épuisés, les habitants allèrent déterrer des tubercules en fin de saison des pluies, en février-mars. Dans l'impossibilité de les faire sécher 15 jours, ils les ont débités en petits morceaux disposés quelques heures au soleil avant de les consommer. Le rouissage fut insuffisant, de nombreuses personnes sont

mortes ou furent atteintes de paralysies irréversibles, suite à leur intoxication au cyanure.

Les habitants de ce district souffrent donc chroniquement d'insuffisances alimentaires, et beaucoup vont chaque année proposer quelques journées de travail auprès des familles mieux pourvues du Erati voisin, d'où ils reviennent avec du manioc séché pour subsister pendant la soudure (ces échanges sont appelés *o'lola*). D'autres vont y vendre le poisson qu'ils ont pêché et séché sur la plage. La polarisation des populations dans la guerre a interdit la réalisation de ces échanges coutumiers depuis 1986. Les habitants des zones rebelles ne peuvent pénétrer en Erati gouvernemental et ils en interdisent l'accès à ceux du littoral qui tenteraient de s'y rendre. La polarisation des populations dans cette région fut en outre particulièrement violente, en sorte que chaque population avoisinant le *no man's land* est devenue un groupe réputé hostile pour l'armée adverse, occupant une zone où celle-ci exerce un maximum de déprédations et intervient de façon particulièrement violente. Le *no man's land* a dû s'élargir considérablement, à mesure que les habitants des deux côtés fuyaient la violence et les effets des razzias venues d'en face.

La faiblesse structurelle de la production locale, l'impossibilité du recours aux mécanismes de péréquation coutumiers et la proportion exceptionnellement élevée de populations déplacées par la guerre, (démunies et ruinées des deux côtés), expliquent que plusieurs milliers d'habitants aient été surnuméraires relativement à la nourriture disponible dans le district. L'impossibilité du recours au marché, l'incurie bureaucratique de la province et l'éloignement des grands organismes internationaux assurant la distribution de l'aide alimentaire, peuvent expliquer que l'alimentation produite ailleurs n'ait pu être acheminée à temps pour empêcher la mort de plus de trois mille personnes⁹.

9. Cela s'est passé à quelques dizaines de kilomètres de la ville de Nacala, où les techniciens scandinaves et français (travaillant à la réfection du port et de la voie ferrée) s'approvisionnaient en devises dans un supermarché regorgeant de nourriture et d'alcools, à deux cents milles des Comores où le sultan et son dangereux acolyte mercenaire Bob Denard, assuraient alors l'approvisionnement en armes de la Renamo dans cette région, dans l'indifférence distraite des grands médias internationaux.

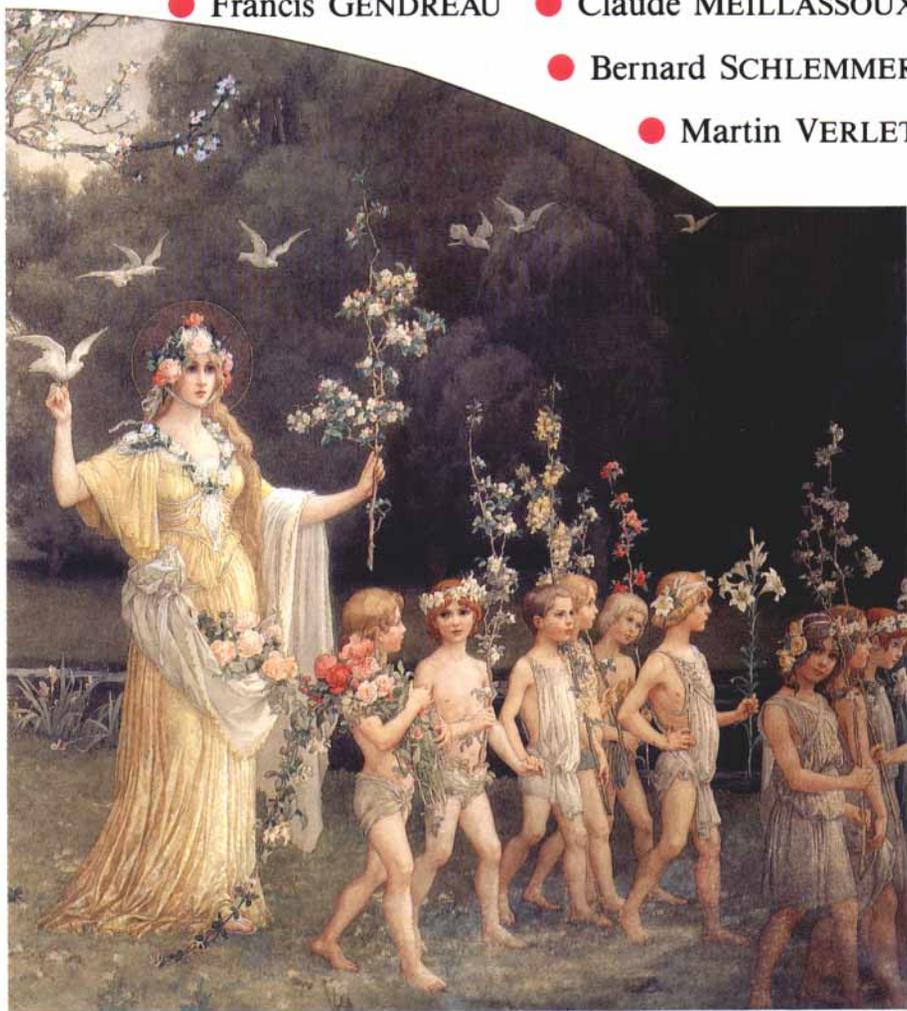
L'analyse de la nature de la guerre et de ses différentes phases, de la nature de la Renamo et de son organisation locale, de l'évolution de ses relations avec les populations ralliées et de ses motivations véritables n'a pu être présentée dans cette communication. On trouvera dans mon ouvrage (1990) le récit — parfois épique et pathétique — de l'entrée en guerre des chefferies rebelles, l'analyse des conflits entre l'administration civile et l'autorité militaire locales... ainsi que l'exposé de la nature des combats, de la logique locale de la terreur, du destin singulier des captifs de la Renamo, du sens des assassinats massifs de populations civiles désarmées, hommes, femmes, enfants, vieillards sur les convois et dans les trains...

Références bibliographiques

- FLOWER, Ken *Serving secretly ; Rhodesia into Zimbabwe 1964-1981*, 1987.
- GEFFRAY, C., Pedersen, M., *Transformação da Organização Social e do Sistema Agrário do Camponato no Distrito de Erati : Processo de Socialização do Campo e Diferenciação Social*, DAA-Universidade E. Mondlane e DDR-Ministerio da Agricultura, Maputo, 1985, 101 p. multigraph.
- GEFFRAY, C., Pedersen, M., Nampula en guerre, *Politique Africaine*, 29, mars 1988, p. 28-40.
- GEFFRAY, C., Fragments du discours du pouvoir, *Politique Africaine*, 29, mars 1988, p. 71-85.
- GEFFRAY, C., Hommes au travail, femmes aux greniers, *Cahiers de Sciences Humaines*, ORSTOM 25 (3) 1989 : 313-324.
- GEFFRAY, C., Hommes pique-assiettes et femmes amoureuses, *Cahiers de Sciences Humaines*, ORSTOM 25 (3) 1989 : 325-313.
- GEFFRAY, C., *La cause des armes au Mozambique : Anthropologie d'une guerre civile..* Paris, Khartala, 1990.
- GERSONI, R., *Summary of Mozambican Refugee Accounts of Principally Conflict-Related Experience in Mozambique : Report submitted to Ambassador Jonhatan Moore and Dr Chester A. Crocker*. Washington, Department of State, Bureau for Refugee Programs, April 1988.
- MINTER, W., *The Mozambican National Resistance (Renamo) as Described by ex-participants : Research Report Submitted to Ford Foundation and Swedish International Development Agency*, Washington, African Studies Program, Georgetown University, 1989.

LES SPECTRES DE MALTHUS

● Francis GENDREAU ● Claude MEILLASSOUX
● Bernard SCHLEMMER
● Martin VERLET



CRSTOM



CRÉD

Francis GENDREAU, Claude MEILLASSOUX
Bernard SCHLEMMER, Martin VERLET

LES SPECTRES DE MALTHUS

Déséquilibres alimentaires
Déséquilibres démographiques

Co-édition

EDI (Études et Documentation Internationales)

ORSTOM (Institut Français de Recherche pour le
Développement en Coopération)

CEPED (Centre Français sur la Population et
le Développement)

EDI
29, rue Descartes
PARIS 1991